



Dédoublement des classes en Education Prioritaire dans le 1er degré



Le ministre Blanquer ne cesse de mettre en avant les dédoubléments de classes en CP et CE1 de l'Education prioritaire comme la preuve de sa détermination à lutter contre les inégalités scolaires. Mais derrière l'arbre se cache la forêt.

A quoi sont employés les moyens dégagés ?

D'autres leviers de lutte contre les inégalités scolaires sont délaissés.

- ⇒ La scolarisation des moins de 3 ans est passée en 20 ans de 35,20 % en 1999-2000 à 10,90 % en 2019-2020, ce qui est trois fois moins qu'en 1999 et correspond à un minimum historique. La situation est particulièrement dramatique dans certaines académies à forte proportion d'EP, comme à Créteil ou Versailles où les taux de scolarisation chutent à 4,8%.
- ⇒ En Education prioritaire, le pourcentage d'élèves de 2 ans scolarisés reste plus important même s'il continue aussi de diminuer : 20,6% en REP+ et 18,2% en REP en 2019, contre respectivement 22,2% et 19,17% en 2018.
- ⇒ RASED (réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté) : alors qu'il faudrait créer 6800 postes pour reconstituer des réseaux d'aides complets (à raison d'un RASED pour 1000 élèves), 72 postes sont encore supprimés à cette rentrée 2020.
- ⇒ L'assèchement des postes de « plus de maîtres que de classes¹ » se poursuit avec 341 suppressions, dont 90 en éducation prioritaire. Selon l'enquête du SNUipp-FSU, il restera moins de 500 postes à la rentrée 2020. Pour mémoire, en 2019-2020, il y a 6663 écoles en Education prioritaire (sur 44 455 écoles publiques en France) ...
- ⇒ A cette rentrée 2020, le nombre moyen d'élèves par classe en éducation prioritaire est de 18,8, il est de 23,68 hors éducation prioritaire. **Cette moyenne en éducation prioritaire est permise par le dédoublement des classes de CP et de CE1 en REP+ et REP.**

La politique d'éducation prioritaire du ministère actuelle se résume aux dédoubléments des classes et à un début de mise en place des « cités éducatives », et ne répond pas aux demandes du terrain.

Ainsi, 96,9% des CP et 96,2% des CE1 étaient dédoublés en REP+ à la rentrée 2019, ainsi que 96,7% des CP et 92,5% des CE1 en REP. Les classes dédoublées représentent 17,3 % de l'effectif total des CP et 17,2 % de l'effectif total des CE1.

Les dédoubléments ont commencé en Grande Section de maternelle en Education prioritaire, la circulaire de rentrée 2020 indique qu'ils se poursuivent « pour être effectifs à la rentrée 2021 ».

Si la baisse des effectifs dans les classes de CP-CE1 est réelle en éducation prioritaire, elle se traduit souvent par une hausse des effectifs en CE2, CM1 et CM2.

C'est bien d'une baisse significative dans tous les niveaux dont ont besoin les écoles en éducation prioritaire pour favoriser la réussite de tous les élèves.

Quel résultat à la concentration des moyens sur les dédoubléments des classes de CP et CE1 d'Éducation Prioritaire ?

Ce dédoublement des classes de CP et de CE1 s'accompagne d'un encadrement des pratiques et un pilotage de l'enseignement par les évaluations nationales standardisées. Les enseignantes et enseignants en EP sont particulièrement mis sous pression pour appliquer des prescriptions qui interprètent et réduisent les programmes nationaux, et qui nient la professionnalité de celles et ceux dont la responsabilité est justement de mettre en œuvre ces programmes.

La note de la DEPP de novembre 2019 montre que les écarts entre les élèves d'Education prioritaire et les autres



Dédoubllement des classes en Education Prioritaire dans le 1er degré



augmentent entre le début de CP et le début de CE1. Ainsi, en un an, l'écart s'est creusé d'environ 3 % en fluence (lecture oralisée), en compréhension de phrases comme en écriture de mots et de syllabes. Pour les élèves de REP+, la DEPP constate même que les performances langagières, notamment en vocabulaire délaissé au profit du déchiffrement, se dégradent entre le début de CP et le début de CE1.

Les méthodes injonctives imposées par le ministère dans le premier degré découragent et démotivent la profession, au point que le chercheur Roland Goigoux, en fait la raison principale de ce qu'il qualifie d'échec du dédoublement des classes : la France « a suivi naïvement les sciences cognitives et oublié les sciences humaines. Le ministère de l'Éducation nationale a appliqué une méthode autoritaire et brutale de conduite du changement, imposant une pédagogie officielle unique, discréditant et démobilisant les praticiens efficaces mais non conformes, dénoncés au motif de leur manque de « loyauté ». Une méthode qui ne marche dans aucun pays au monde. »

Au-delà de l'autoritarisme ministériel, on peut également s'interroger sur les conséquences du resserrement sur les « savoirs fondamentaux » opéré grâce aux évaluations nationales, et particulièrement en Education prioritaire.

Comme l'expliquait Roland Goigoux dans son analyse du 10/05/2019, « Le ministère ayant minoré ou carrément ignoré des pans entiers des apprentissages scolaires du français, les maitres sont incités à en faire autant. Cela s'appelle piloter l'enseignement par l'évaluation ; ce qui n'est pas évalué perd sa valeur, les maitres sont incités à enseigner l'évaluable. ». Ces effets pervers des évaluations standardisées sont bien connus de la recherche et identifiés sous le concept de « teaching to the test » (bachotage). Dans les pays anglo-saxons, des pans entiers des disciplines scolaires sont ainsi ignorés ou sous-dimensionnés dans les enseignements. Il en résulte un accroissement des inégalités scolaires car les apprentissages culturels, scientifiques, etc. sont laissés au hasard des transmissions familiales, socialement et culturellement inégales.

Enfin, les « savoirs fondamentaux » sélectionnés par le ministère et imposés grâce aux évaluations nationales, sont contestables, voire contre-productifs, en français comme en mathématiques.

Pour la FSU, la politique de dédoublement ne peut suffire.

Ce dispositif encourage une politique éducative fondée sur une individualisation de la relation pédagogique, qui n'offre pas les gages d'une meilleure différenciation. La politique éducative imposée par JM Blanquer, sous prétexte d'acquisition des fondamentaux se révèle un facteur d'assignation des élèves des classes populaire à un horizon scolaire étriqué.

Il est urgent de faire cesser les injonctions sur les contenus et les modalités d'enseignement : les enseignants doivent être considérés comme des concepteurs, la mise en œuvre des programmes nationaux leur incombe, et le « tri » dans les savoirs à enseigner doit également cesser... sous peine de voir les écarts de réussite scolaire continuer à se creuser.

¹PDMQDC